



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 7 février 2018

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Agriculture concernant la production luxembourgeoise de volaille.

Suite à une demande accrue de la part des consommateurs pour des poulets d'origine locale, de plus en plus d'agriculteurs se consacrent à l'engraissement de poulets. Si on envisage de promouvoir davantage la filière avicole au Luxembourg, les aviculteurs ont besoin d'une infrastructure spécifique pour l'abattage et la transformation de volailles. Or une telle infrastructure fait jusqu'à présent défaut au Luxembourg. Les aviculteurs sont obligés de travailler en étroite collaboration avec des abattoirs belges. De plus, la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales n'a pas retenu le taux maximum que les textes européens permettent pour ce type d'investissement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

Comment Monsieur le Ministre entend-il soutenir la filière avicole au Luxembourg notamment au niveau des infrastructures d'abattage et de transformation ?

Monsieur le Ministre entend-il dans ce contexte adapter les dispositions correspondantes de la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Martine Hansen

Ali Kaes

Députés



Réponse de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs à la question parlementaire n° 3606 des honorables Députés Madame Martine Hansen et Monsieur Ali Kaes

Comment Monsieur le Ministre entend-il soutenir la filière avicole au Luxembourg notamment au niveau des infrastructures d'abattage et de transformation ?

Monsieur le Ministre entend-il dans ce contexte adapter les dispositions correspondantes de la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales ?

Actuellement la production de poulets de chair est marginale au Luxembourg et se résume à quelques exploitations détenant un nombre restreint de poulets dont la viande est souvent destinée à la vente directe au consommateur.

Or, suite à la tendance croissante pour la consommation de produits locaux, la production de viande de poulet destinée à la vente dans le commerce pourrait se développer au niveau national. Récemment une chaîne de supermarchés a présenté son label de poulet luxembourgeois et d'autres initiatives sont en cours de développement.

Actuellement les poulets sont effectivement abattus dans des abattoirs de volaille existant dans nos pays voisins, surtout en Belgique. Afin de proposer au client un poulet dont non seulement l'élevage mais également l'abattage ont eu lieu au Luxembourg, mentions qui figurent d'ailleurs sur l'étiquetage, un opérateur devrait initier la construction et l'aménagement d'un abattoir de volaille agréé au Luxembourg. Celui-ci devrait être complété par une découpe permettant de portionner le poulet suivant le besoin du consommateur.

Vu que cet abattoir serait probablement destiné à l'abattage de volailles en provenance de différentes exploitations, il nécessiterait un agrément auquel sont liés une série d'exigences réglementaires concernant les locaux et les installations et équipements.

L'article 25 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales permet d'accorder des aides à l'investissement pour des infrastructures d'abattage et de transformation de la filière avicole. Une adaptation de ces dispositions n'est actuellement pas prévue.

En cas de présentation d'un projet, toutes les administrations de mon département, dans les limites de leurs compétences, sont disposées à apporter leur contribution afin que le projet puisse être réalisé dans les meilleurs délais, conformément aux dispositions législatives en vigueur.
